

Coup-d'œil rétrospectif et réflexions sur la guerre de 1870 [suite]

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **16 (1871)**

Heft (4): **Supplément au No 4 de la Revue Militaire Suisse**

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-332676>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Supplément au n° 4 de la REVUE MILITAIRE SUISSE (1871).

COUP-D'ŒIL RÉTROSPECTIF ET RÉFLEXIONS SUR LA GUERRE DE 1870.

(Suite.)

L'empereur, qui, le 30 au soir, se trouvait avec le corps du général Ducrot à Carignan où devait être le quartier-général, reçut dans la soirée même la nouvelle du mouvement de retraite et le conseil de la part du maréchal de Mac-Mahon de prendre le chemin de fer pour se rendre à Sedan. Rien n'était plus facile à l'empereur que de pousser jusqu'à Mézières, et de mettre ainsi sa personne à l'abri. On lui en fit la proposition, il la repoussa, ne voulant pas se séparer de l'armée, et étant déterminé à partager son sort quel qu'il fût. Le 31 au matin, la proclamation suivante fut distribuée aux troupes :

Soldats,

Les débuts de la guerre n'ayant pas été heureux, j'ai voulu, en faisant abstraction de toute préoccupation personnelle, donner le commandement des armées aux maréchaux que désignait plus particulièrement l'opinion publique.

Jusqu'ici le succès n'a pas couronné vos efforts ; néanmoins j'apprends que l'armée du maréchal Bazaine s'est refaite sous les murs de Metz, et celle du maréchal de Mac-Mahon n'a été que légèrement entamée hier. Il n'y a donc pas lieu de vous décourager. Nous avons empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'à la capitale, et la France entière se lève pour repousser ses envahisseurs. Dans ces graves circonstances, l'Impératrice me représentant dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. Rien ne me coûtera pour sauver notre patrie. Elle renferme encore, Dieu merci, des hommes de cœur et, s'il y a des lâches, la loi militaire et le mépris public en feront justice.

Soldats, soyez dignes de votre ancienne réputation ! Dieu n'abandonnera pas notre pays, pourvu que chacun fasse son devoir.

Fait au quartier impérial de Sedan, le 31 août 1870.

NAPOLÉON.

Cette proclamation, qu'on eut à peine le temps de répandre, fut le dernier appel que l'empereur adressa à ses soldats.

Pendant que l'armée française prenait position autour de Sedan, les Prussiens, au nombre de 230,000, poursuivaient leur marche sur nos traces et arrivaient presque en même temps que nous en vue de la place. Il était trop tard pour échapper à la nécessité de la bataille qu'ils nous offraient et que nous devons accepter maintenant dans la position désavantageuse où nous étions acculés.

Nos quatre corps d'armée étaient massés non loin de la ville dans l'ordre assigné pour le mouvement de retraite. Le 7^e corps, qui formait l'arrière-garde dans la marche sur Metz, se trouvait en tête, à cheval sur la route départementale de Mézières à l'ouest de Sedan, occupant le terrain depuis Floing jusqu'au Calvaire d'Illy. Le 1^{er} corps s'étendait de la petite Moncelle à Givonne et à Daigny. Le 5^e corps était placé partie dans la ville, partie sur les hauteurs qui dominent au Sud-Est le fond de Givonne. Le 12^e corps occupait la Moncelle, la petite Moncelle et la Platerie près de Bazeilles.

L'armée se trouvait donc formée en demi-cercle autour de la ville, les deux ailes appuyées à la Meuse. Jamais armée n'avait été placée dans des conditions aussi défavorables. Généralement on suit un plan d'opérations bien défini, assurant une ligne de retraite sur laquelle sont les réserves, les ambulances, etc. ; ici, au contraire, nos troupes risquaient d'être entourées de tous côtés sans ligne de retraite et, si elles avaient le malheur de vouloir se réfugier dans la ville, elles ne pouvaient que se précipiter dans un défilé inextricable à travers des portes étroites et des rues encombrées de chariots et de bagages.

Telle était cependant la conséquence d'un plan de campagne imposé de Paris et contraire aux principes les plus élémentaires de l'art de la guerre.

Le 31 au matin, le corps du général Lebrun avait déjà été engagé et avait sou-

tenu la lutte avec autant d'énergie que de courage. Mais l'armée ennemie, comptant sur la supériorité du nombre, avait divisé ses forces en deux masses principales qui devaient attaquer séparément, l'une par la droite et l'autre par la gauche. Son but était de tourner les deux ailes de notre armée et, en se réunissant sur les hauteurs derrière Sedan, de l'envelopper entièrement. Un corps de réserve, composé d'infanterie et d'une nombreuse cavalerie placée dans la plaine près de Donchery, était disposé pour empêcher toute communication avec Mézières, et les contre-forts sur la rive gauche de la Meuse étaient garnis d'une nombreuse artillerie qui flanquait les attaques de la rive droite.

Dans ces conditions, il n'y avait, selon nous, qu'une résolution suprême à adopter pour sauver l'armée, c'était de prendre sa ligne de retraite sur le territoire neutre de la Belgique. Il était trop tard pour tenter de se faire jour soit à l'est vers Carignan, soit à l'ouest vers Mézières ; car, d'un côté comme de l'autre, l'armée se serait trouvée entre deux feux en présence de forces supérieures.

Mais, pour échapper à un investissement comme pour opérer une retraite assurée, il fallait occuper en force les hauteurs d'Illy et de Givonne, abandonner la ville de Sedan à ses propres ressources, faire volte-face et se retirer par les routes qui conduisent en Belgique.

En se plaçant avec une nombreuse artillerie sur les hauteurs qui viennent d'être indiquées, on pouvait espérer contenir l'ennemi et protéger efficacement la retraite. Malheureusement les deux chefs qui se succédèrent dans le commandement de l'armée, après la blessure du maréchal de Mac-Mahon, se proposaient chacun un but différent, de sorte que le plateau d'Illy qui était le point le plus important ne fut que faiblement occupé.

Le 1^{er} septembre, avant 5 heures du matin, l'attaque commença vers l'est, à Bazeilles, s'étendit à la Moncelle et Givonne, et, à l'ouest, sur les hauteurs de Floing.

Dès 5 heures, le maréchal de Mac-Mahon se porta aux avant-postes près de Bazeilles et fit prévenir l'Empereur qui monta à cheval et accourut aussitôt sur le champ de bataille. Il rencontra en chemin le maréchal qu'on ramenait à Sedan, blessé d'un éclat d'obus. Ce malheureux événement, au commencement de l'action, était d'un triste augure ; l'armée avait une confiance entière dans la bravoure et la capacité du duc de Magenta. Celui-ci avait laissé le commandement au général Ducrot qui était au courant de ses intentions. Le général de Wimpffen étant le plus ancien, et produisant une lettre de service du ministre de la guerre, réclama et obtint le commandement en chef. Cette substitution amena de fâcheuses conséquences, car ce n'est pas sans danger que, dans le cours d'une bataille, on change les dispositions antérieurement prises.

Jusqu'à deux heures les troupes soutinrent avec vigueur une lutte inégale. Mais, vers le même temps, l'armée du prince royal de Prusse venant de l'ouest et celle du prince royal de Saxe venant de l'est opérèrent leur jonction sur le plateau d'Illy et l'armée française se trouva entièrement cernée. Dès lors la bataille pouvait être considérée comme perdue et notre armée comme prisonnière ; car, coupée de Mézières d'où elle tirait ses vivres et ses munitions, elle n'avait plus d'autre ressource que de se rapprocher des fortifications de la place où elle allait occuper un point central en butte au feu de 500 canons placés à la circonférence. Aussi, ni les efforts des différents commandants des corps d'armée et des officiers en général, ni l'héroïsme de notre artillerie, ni les charges brillantes de notre cavalerie, rien ne put arrêter la retraite de nos troupes.

L'Empereur s'était d'abord dès le matin porté en avant du village de Balan où, comme nous l'avons dit, le 12^e corps commandé par le général Lebrun était fortement engagé contre l'ennemi et maintenait vigoureusement ses positions ; de là, il gravit les côtes de la Moncelle couronnés par les batteries d'artillerie et d'où l'on pouvait embrasser une grande partie du champ de bataille, il traversa ensuite

le fond de Givonne rencontrant un grand nombre de blessés et parmi eux le brave colonel du 5^e de ligne qui, étendu sur un brancard, se souleva, en le voyant passer, pour crier encore : Vive l'Empereur ! touchant témoignage de l'attachement que lui portait l'armée. En remontant sur les hauteurs il fut rejoint un moment par le général de Wimpffen. Sur tous les points le terrain était sillonné par une quantité prodigieuse d'obus arrivant à la fois de droite et de gauche et entre-croisant leurs feux.

Après être resté pendant cinq heures exposé à cette explosion de projectiles, l'Empereur revint à Sedan pour conférer, si c'était possible, avec le maréchal Mac-Mahon ; il avait l'intention d'en ressortir, mais cela ne lui fut pas permis : les rues, les places, les portes étaient obstruées par tous les *impedimenta* qu'une armée en retraite précipitée entraîne à sa suite : chariots de toute espèce, débris de toute sorte entassés pêle-mêle. Cependant le reste de l'armée combattait encore sur les hauteurs aux portes de la ville, mais les corps n'ayant pas pu rester unis n'offraient plus aucune consistance.

Vers trois heures et demie le général de Wimpffen envoya un officier proposer à l'Empereur de se placer au milieu d'une colonne qui essayerait de se faire jour à travers l'ennemi vers Carignan. L'Empereur qui avait reconnu l'impossibilité de sortir à cheval de la ville fit répondre qu'il ne pouvait aller rejoindre (1) le général, que d'ailleurs il n'entendait pas, pour sauver sa personne, sacrifier la vie d'un grand nombre de soldats et qu'il était décidé à partager le sort de l'armée. La proposition du général de Wimpffen, comme l'événement l'a prouvé, n'avait aucune chance de réussite. Celui-ci voulut néanmoins faire cette tentative désespérée, mais il ne put rassembler que deux mille hommes ; après être avancé de trois cents pas, il reconnut lui-même l'impossibilité de poursuivre et fut forcé de rentrer dans la place.

C'est alors que les commandants des corps d'armée vinrent annoncer à l'Empereur que leurs troupes, après avoir supporté pendant près de douze heures un combat inégal, exténuées de fatigue et de faim, ne pouvaient plus opposer une résistance sérieuse.

En effet, les soldats pressés contre les murs, jetés dans les fossés, étaient décimés par l'artillerie ; la place elle-même encombrée de débris de tous les corps était bombardée de tous les côtés.

Les projectiles mettaient le feu dans les maisons et venaient frapper les blessés qu'on y avait recueillis. La grande caserne convertie en hôpital et sur le toit de laquelle flottait le drapeau à croix rouge, n'était pas épargnée, et hommes et chevaux, entassés dans la cour, étaient continuellement atteints. Parmi les officiers et les soldats plusieurs trouvèrent la mort dans les rues balayées par les batteries ennemies, entre autres deux généraux.

L'Empereur essaya alors de faire parvenir au général de Wimpffen le conseil de demander un armistice, car chaque moment de retard augmentait le nombre des victimes. Ne recevant aucune nouvelle du général, à la vue de tant de sang versé inutilement, dans cette position désespérée, il fit arborer le drapeau blanc sur la citadelle.

Dans le même temps le Roi de Prusse dépêchait un officier à Sedan pour demander qu'on rendit la place. L'Empereur dessaisi du commandement de l'armée en référa au général de Wimpffen. Celui-ci, envisageant toute la gravité des circonstances et ne voulant pas prendre sur lui l'initiative de la capitulation, envoya sa démission qui ne fut pas acceptée.

L'Empereur convaincu, d'après l'affirmation de la presse, que le Roi avait déclaré faire la guerre non pas à la France mais à son souverain, n'hésita pas à se

(1) L'un des officiers qui vint offrir à l'Empereur de se frayer un passage à travers l'ennemi ne put même pas rejoindre le général de Wimpffen.

constituer prisonnier dans l'espoir que, le but de la guerre étant atteint par le sacrifice de sa liberté, le vainqueur serait moins exigeant envers la France et l'armée. Il adressa au Roi, par un de ses officiers, la lettre suivante :

« Monsieur mon frère,

« N'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté.

« Je suis de Votre Majesté le bon frère,

« NAPOLÉON. »

Le Roi répondit :

« Monsieur mon frère,

« En regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je la prie de bien vouloir nommer un de vos officiers muni de vos pleins pouvoirs pour traiter de la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue sous vos ordres. De mon côté j'ai désigné le général de Moltke à cet effet.

« Je suis de Votre Majesté le bon frère,

« GUILLAUME. »

Devant Sedan, le 1^{er} septembre 1770.

Le général de Wimpffen se rendit au quartier-général prussien afin d'y discuter les termes de la capitulation. Dans cette entrevue le général français tâcha d'obtenir le traitement le plus favorable ; mais le général de Moltke lui répondit : « Votre armée ne compte pas en ce moment plus de 80,000 hommes ; nous en avons 230,000 qui l'entourent complètement ; notre artillerie est tout en position et peut foudroyer la place en deux heures ; vos troupes ne peuvent sortir que par les portes, sans possibilité de se former en avant ; vous n'avez de vivres que pour un jour et presque plus de munitions. Dans cette situation la prolongation de la défense ne serait qu'un massacre inutile ; la responsabilité retombera sur ceux qui ne l'auront pas empêché. »

En revenant à Sedan le général de Wimpffen assembla un conseil de guerre composé d'environ 32 officiers généraux et, à l'unanimité moins deux voix, on convint que toute nouvelle résistance entraînerait inutilement la ruine de milliers d'hommes, et la capitulation fut signée.

Le 2 septembre fut une journée dont le souvenir néfaste ne s'effacera jamais de notre esprit.

M. de Bismark avait fait dire à l'Empereur, la veille, que le Roi de Prusse lui offrait un rendez-vous pour le lendemain. En conséquence l'Empereur partit de Sedan dans la matinée du 2 et fit prévenir le comte de Bismark de son arrivée, en lui demandant quel était le lieu fixé pour l'entrevue. Il attendit le chancelier de la confédération de l'Allemagne du Nord dans une petite maison sur la route de Donchery. Celui-ci ne tarda pas à s'y rendre. Dans la conversation qui eut lieu, l'Empereur s'empressa de déclarer qu'ayant donné tous les pouvoirs à la Régente il ne pouvait point traiter des conditions de la paix ; qu'il se bornait de remettre sa personne entre les mains du Roi, ne réclamant rien pour lui et faisant appel à sa générosité pour son armée et pour la France. Il ajouta que, la guerre ayant été malheureuse, il ne repoussait nullement la responsabilité qui lui incom bait, mais que néanmoins il devait constater qu'il n'avait obéi qu'au sentiment national violemment excité. Les journaux ont fait un crime à l'Empereur de ces paroles et cependant, dans sa proclamation à l'armée, la veille de son départ de Paris, comme dans sa réponse au président du corps législatif, il avait exprimé cette même pensée en disant : « Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous « pour éviter la guerre et je puis dire que c'est la nation tout entière qui, dans « son irrésistible élan, a dicté nos résolutions. » Cette constatation était indispensable puisqu'on l'accuse encore aujourd'hui d'avoir tiré l'épée dans un intérêt dynastique.

Les deux souverains se rencontrèrent dans le château de Bellevue aux environs de Sedan. Dans cette conférence le Roi témoigna des sentiments élevés qui l'animaient, en ayant pour l'Empereur tous les égards que comportait son malheur, et celui-ci conserva une attitude pleine de dignité.

Le général de Wimpffen qui avait dit à l'Empereur que l'armée comptait sur son intervention auprès du Roi de Prusse pour obtenir de meilleures conditions, fut averti de l'impuissance de ses efforts.

Tel est le récit des opérations militaires qui se terminèrent si malheureusement par la reddition de l'armée à Sedan.

On pouvait raisonnablement croire et l'on croyait généralement, en Allemagne comme en France et dans les rangs des deux armées belligérantes, que la capture de l'empereur Napoléon allait terminer la guerre active ; que le roi Guillaume, conformément à sa proclamation d'entrée en campagne, se bornerait dès lors à prendre possession de l'Alsace et de la Lorraine, en y faisant le siège des forteresses et en se couvrant par quelques positions et expéditions de colonnes mobiles dans la Champagne et la Picardie, jetant sa paix à la figure de la France vaincue et attendant tranquillement qu'elle voulût bien l'accepter ou la repousser par de nouveaux faits de guerre.

Mais l'orgueil allemand, qui pouvait être surexcité à moins, il faut le reconnaître, voulait avoir Paris, en même temps que la froide et impitoyable logique de M. Bismark, le grand-prêtre de la politique de fer et de sang, conseillait de continuer la lutte jusqu'à l'épuisement complet de la France, par simple précaution contre ses futures tentatives de revanche, autre loi des suspects, autre régime de la terreur élevés à leur plus haute puissance, contre toute une nation.

Dans ces sentiments furent entrepris le siège de Paris et d'un grand nombre de places fortes avec la soumission de tous leurs alentours, opération qui, par la résistance tenace et inattendue que fournirent les jeunes et rapides levées de la république, inaugurèrent une nouvelle période de la lutte, celle de la défense de la France républicaine contre la conquête et la destruction systématiques, période qui fut beaucoup moins glorieuse et profitable pour les Prussiens que la précédente.

Avant de passer au résumé des événements de cette catégorie essayons de résumer les observations critiques d'art militaire que présentent ceux de la première.

Observations sur la première période.

L'histoire militaire n'offre aucun exemple d'une débâcle aussi formidable et aussi rapide que celle du second empire français, sauf peut-être celle de la Prusse en 1806. En six semaines Napoléon III a été précipité du trône dans la captivité, sa famille et ses ministres en exil, en même temps que sa magnifique armée, sauf six à huit régiments et quelques dépôts, était détruite, prisonnière ou bloquée. Deux semaines plus tard la capitale de la France, disons la capitale du monde, était à son tour assiégée, et les vainqueurs commençaient la guerre d'extermination contre l'ennemi héréditaire à laquelle ils sont occupés depuis quatre mois.

En 1806 les coups avaient été moins meurtriers, moins bruyants,

mais plus esthétiques et les résultats plus foudroyants encore. En sept semaines la Prusse entière, armée et peuple, princes et souverain, provinces, forteresses et capitale, s'étaient vus à la merci du grand capitaine, qui n'eût pas même à essayer d'être barbare pour dicter toutes ses volontés et qui, en fait, se montra généreux.

Aux deux époques les revers excessifs des vaincus tinrent essentiellement aux mêmes causes, aux vaniteuses négligences engendrées par un passé trop glorieux, devenu un fatal oreiller de paresse. Du génie des fondateurs des fastes nationales on n'avait plus qu'une pâle copie ; on en avait gardé en revanche toutes les prétentions. Les ombres de Frédéric II et de Napoléon I^{er} excitaient encore aux grandioses institutions militaires, aux imposantes entreprises ; mais l'esprit qui devait les vivifier s'était retiré.

A la bataille d'Iéna le général Ruchel avait cru répéter l'ordre oblique de Leuthen par un *rechte Schulter vor* ordonné à son corps d'armée ; de même Napoléon III pensa reproduire le coup de foudre de 1806 en décidant et déclarant la guerre en huit jours. Mais à Leuthen Frédéric s'était donné la peine de préparer longuement et de la manière la plus prudente tous les éléments de son beau mouvement renforcé par la droite qui lui donna la victoire, et que Ruchel, n'en ayant saisi que le mécanisme extérieur, croyait imiter par un simple commandement d'oblique à droite. De même Napoléon I^{er} en 1806 mit un long mois, tout le mois de septembre et partie d'octobre, à forger secrètement ses foudres avant de les lancer ; les seules mesures préliminaires de l'entrée en campagne forment près de la moitié d'un des volumes, le 13^e, de sa mémorable correspondance personnelle, publiée par son neveu, qui l'aurait certes plus honorée en s'en inspirant qu'en l'imprimant.

En ces quelques mots nous avons fait, au fond, toute la critique de la guerre de 1870 en ce qui concerne la part des Français de la première période. Imprévoyance complète, inouïe, de la part d'un gouvernement censé prudent, patient, calculateur, en même temps que confiance aveugle de la grande majorité de la nation, poussée jusqu'à la somnolence et jusqu'à l'abdication de tous ses devoirs et de toutes ses responsabilités entre les mains des autorités laissées seules à la tâche.

Pour énumérer maintenant les fautes matérielles commises, il n'y aurait qu'à examiner les faces multiples de cette imprévoyance, à la répartir dans les diverses sphères d'activité de tout gouvernement placé au sein d'une telle crise. Qu'on prenne un à un les nombreux éléments, avec leurs subdivisions, d'une vaste entreprise de guerre offensive, on verra que tous, que l'ensemble et les détails, ont également péché par ce même vice. Et quand on sait que ce gouvernement, encore essentiellement personnel par le fait de l'habitude, malgré de récentes et sincères intentions, croyons-nous, de ne plus l'être, jouait depuis vingt ans le rôle de Providence suprême pour la France, de sauveur et de protecteur de la société ; et que d'autre part le peuple entier, sauf une infime et courageuse minorité, s'était complètement façonné à son rôle chétif, s'était accommodé de rester aussi étranger que possible au maniement des armes et à tout ce qui

avait un caractère militaire pour laisser à l'empereur et à ses soldats le soin sacré de la défense de la patrie, il n'est pas étonnant que la France, soudainement aux prises avec tout un peuple armé, soit si vite tombée si bas et ait tant de peine à se relever.

Il faudrait cependant s'entendre. Nous appelons imprévoyance l'absence de préparatifs de guerre proportionnés à la gravité des perspectives, faits en temps opportun, dans le seul intérêt du but principal : la victoire des armes, l'honneur du drapeau national. Le gouvernement de Napoléon III nous paraît bien avoir eu sa prévoyance à lui, mais qui ne ressemble pas à celle dont nous parlons. Il eut plutôt des préoccupations spéciales, des réticences intempestives, et il compliqua ainsi sa tâche déjà fort difficile. Il compta trop, semble-t-il, avec les vaines clameurs de l'opposition intérieure contre l'armée, contre le militarisme et contre la guerre en général, contre l'organisation des forces, et il se défia trop en revanche des réclamations en faveur de l'armement général du pays. Ces clameurs, aujourd'hui trop durement expiées par leurs auteurs obligés à leur tour de monter sur la brèche et de faire à l'improviste du militarisme quand même et du plus périlleux, ces clameurs, disons-nous, étaient simple affaire de lutte parlementaire, les événements actuels le prouvent abondamment ; simple jeu de partis passionnés imité de l'Angleterre qui put toujours, dans son île, s'en accorder le plaisir jusqu'à satiété, mais qui en France est trop dangereux, trop antipatriotique pour avoir de profondes racines. Napoléon III eut le tort, croyons-nous, de trop céder à ces tendances, et d'espérer les tourner et en avoir raison par des succès militaires. Toute la prévoyance qu'eussent exigée les événements fut donc ajournée à ce premier succès et placée sur cette carte aléatoire. Alors seulement on finirait d'organiser la garde mobile et de renforcer l'armée à l'intérieur, alors on se ferait des alliés au dehors, alors on s'orienterait définitivement et l'on prendrait toutes les mesures ultérieures en conséquence.

L'idée en elle-même ne manquait ni de finesse ni de quelque justesse relative. Le plan d'opérations combiné en conséquence avec Mac-Mahon et Lebœuf ⁽¹⁾, sans être irréprochable, avait vraiment du bon. Mais l'imprévoyance résida dans les moyens d'assurer ce début. On méconnut que l'armée prusso-allemande, par diverses causes qui remontent encore à Iéna, est précisément organisée en vue d'obtenir aussi ce premier succès toujours si important ; que même tout y est sacrifié à ce but et à son profit moral. Avec ses admirables têtes de colonnes, soutenues de masses bien moins choisies et de nuées d'auxiliaires fort inférieurs, cette armée forme un excellent ensemble pour aller de l'avant, pour marcher impétueusement vers un but déterminé et étudié, sous l'impression d'un patriotisme surexcité et de la victoire. On ignore encore comment cet engin complexe se comporterait dans

(1) Voir notre n° 2 de cette année, page ; voir aussi la brochure sur les causes de la capitulation de Sedan, page 4. Rappelons que ce plan plaçait 150 mille hommes à Metz sous l'empereur ; 100 mille sous Mac-Mahon à Strasbourg, 50 mille en réserve à Châlon sous Canrobert, une expédition par la Baltique sous Trochu. L'empereur se joignait à Mac-Mahon et passait le Rhin à Maxau pour imposer la neutralité à l'Allemagne du Sud tout en marchant à la rencontre des Prussiens. En allant prendre position ensuite sur le Mein c'était à peu près les débuts de 1806.

les revers ou dans une série de manœuvres et de contre-manœuvres inattendues. Le peu qu'on en sait jusqu'ici est moins à son éloge.

Quoiqu'il en soit il ne fut pas apprécié à sa juste valeur par les gouvernants français, qui ne lui opposèrent que les projets même pouvant le mieux le faciliter. Au lieu d'une entrée en lice qui, pour répondre à son grand rôle de pierre angulaire des mesures et des opérations ultérieures, aurait dû être aussi masquée dans ses apprêts que déchaînée dans son essor, au lieu d'un autre 2 décembre, parfaitement légitime cette fois, contre la Prusse en retour de ses procédés de 1864 et 1866, MM. de Gramont et Olivier ne s'occupèrent qu'à recueillir de vulgaires applaudissements par des déclamations de tribune plus vulgaires encore. En regard des négligences et des lenteurs de leur collègue Lebœuf ces déclamations n'équivalaient qu'au cri fort chevaleresque, mais absurde aujourd'hui, de la bataille de Fontenoy : « Messieurs les ennemis, tirez les premiers. »

Les Prussiens ne se le laissèrent pas dire deux fois. Prêts depuis longtemps en secret comme aussi par le fait de leur organisation territoriale et de leur excellent état-major, ils firent bon feu, et les armes de 1870 parlent autrement que celles de 1745. Le premier succès français, déjà tant escompté, se trouva être un désastre, que tout l'échafaudage préparé sur cette base trompeuse ne fit qu'accroître. Les revers s'accumulèrent, se précipitèrent, devinrent des catastrophes avant même que l'armée ait pu mettre en ligne un seul régiment au complet. Des cadres héroïques se battirent presque à vide pendant que leurs hommes s'entrecroisaient dans toute la France pour les rejoindre; plus tard des recrues et des réserves durent et doivent encore se battre sans cadres dignes de ce nom. C'est en ce sens que l'accusation d'imprévoyance se dresse avec force contre le gouvernement et qu'elle reste dûment la cause de toutes les misères présentes de la France.

Cette base admise — et la brochure sur la capitulation de Sedan l'admet aussi (pages 5-8), mais en en rejetant la faute sur le gouvernement parlementaire et sur les routines administratives, — examinons rapidement, si l'on veut, les diverses formes de cette imprévoyance générale, pour signaler les fautes qu'elle engendra.

Diplomatiquement la France parut compter un peu, après d'heureux débuts, sur l'alliance de l'Autriche et de l'Italie (1). Cette espérance était raisonnable quant à l'Autriche, qui pouvait y avoir intérêt; fort douteuse en revanche quant à l'Italie, qu'on preuait plaisir à froisser par la haute police française dans les Etats romains et qui n'avait d'ailleurs rien à retirer directement de cette bagarre. Quelques gouvernements allemands auraient pu être gagnés à la France par l'aide autrichienne; peut être la Suède et le Danemark, peut être aussi d'autres neutres, par des moyens bien connus et pratiqués non sans succès par la Prusse. Mais tous ces alliés possibles furent écartés ou mis dans une situation intenable par l'étourdie précipitation et par le hautain éclat du gouvernement français à propos de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne. Il avait pris soin d'ailleurs de se brouiller précédemment avec les Etats-Unis sans se mettre mieux

(1) Brochure sur la capitulation de Sedan, page 4.

avec l'Angleterre ou avec l'Espagne libérale, de rester en situation douteuse et même compromise, à l'occasion de la Belgique, avec le gouvernement britannique sans savoir se concilier la Russie. Sa brusquerie diplomatique de la mi-juillet finit de creuser le vide autour de lui, rejeta l'Autriche blessée dans la neutralité, l'Allemagne du Sud dans les mains de la Prusse, de sorte que la France se trouva isolée et à moitié prête contre toute l'Allemagne, tandis qu'avec d'autres procédés il lui eût été aisé de débiter en n'ayant contre elle que la Confédération du Nord.

Militairement la même imprévoyance se manifesta dans presque toutes les branches du ministère de la guerre et de la haute administration. Quoiqu'on eût pressenti les besoins nouveaux on n'y avait pas suffisamment satisfait. On avait bien réalisé de 1866 à 1869 quelques importantes et excellentes réformes, entr'autres par la loi trop critiquée de février 1868, par l'introduction d'un nouveau règlement et de nouvelles manœuvres d'infanterie, par le fusil Chassepot, par les batteries mystérieuses de mitrailleuses et par quelques innovations secondaires. Mais deux réformes capitales avaient été négligées : 1^o une répartition permanente de l'armée en corps plus provinciaux, dans le genre de l'organisation territoriale allemande, de manière à simplifier et accélérer les mobilisations de guerre ; 2^o le déclassement de trop nombreuses places fortes qui n'ont d'autres fonctions que de gaspiller de précieuses ressources en personnel et en matériel. Un grand pivot, Paris, quatre à cinq places secondaires tout autour et quelques petits postes-frontières, étaient suffisants pour constituer un parfait réseau, en le secondant convenablement des communications ferrées voulues, tandis que le cahos enchevêtré des forteresses actuelles, sorti des accidents locaux et successifs de l'histoire, ne correspond à aucun dispositif rationnel soit d'attaque soit de défense, et conduit même infailliblement à fausser et à ruiner les meilleurs projets d'opérations à exécuter dans leur zone (1).

Non-seulement ces deux réformes furent totalement négligées, mais celles entreprises ne furent pas menées à complète exécution. La loi de février 1868, qui devait porter l'effectif total à plus d'un million d'hommes, resta en grande partie une lettre morte quant à la formation de la garde mobile et à l'organisation des réserves.

Les fusils Chassepot, excellente arme, furent d'au moins un million de pièces en-dessous de l'effectif nécessaire.

L'artillerie de campagne, exclusivement au système de projectiles à ailette, peu propre au tir rapide, fut à la vérité complétée par les mitrailleuses, correctif indispensable des pièces rayées de bataille, vu leur mauvaise mitraille et leur trajectoire peu tendue ; mais les fusées d'obus, à deux distances seulement, étaient par trop primitives pour le tir de précision.

(A suivre.)

(1) Voir à cet égard l'*Etude sur la défense des Etats par le moyen des forteresses*, du colonel Vandewelde, publiée il y a une dizaine d'années, mais à laquelle les événements de 1870 comme ceux de 1866 autour d'Olmütz donnent un nouvel et haut intérêt.

